

Questions orales

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, le moment opportun sera quand je présenterai un budget, ce que j'ai l'intention de faire le plus tôt possible et, je l'espère, avant la fin de mai. Je ne serai pas fixé sur la teneur du budget avant d'avoir pesé certains facteurs clés qu'il n'a pas encore été possible d'évaluer avec la précision que je souhaite. Il est facile d'indiquer ces facteurs à la Chambre. En voici une liste succincte: tout d'abord, le caractère permanent et l'ampleur qu'auront ensemble les politiques fiscales et énergétique des États-Unis; ensuite, la séquence des initiatives dont le premier ministre et les premiers ministres provinciaux conviendront à la conférence de cette semaine en ce qui concerne les prix du pétrole et du gaz; enfin, l'influence que nous pourrions exercer sur les prix et les revenus au Canada en travaillant tous ensemble à modérer les revendications des divers secteurs économiques.

Je pourrais ajouter que je ferai une nouvelle évaluation de la conjoncture internationale sous l'angle des pays exportateurs de pétrole. A l'occasion de mon voyage au Moyen-Orient, je visiterai le chancelier de l'Échiquier du Royaume-Uni et le ministre des Finances de France. Avec ces renseignements et ces données, je pourrai, j'espère, revenir à la Chambre avec des prévisions précises, telles que nous les aurons alors, sur la croissance...

● (1410)

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: N'oubliez pas Celsius!

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA DATE PRÉCISE DE
COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU
CONSENSUS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Au sujet du consensus, comme le ministre présentera un budget d'ici la fin de mai et, comme le consensus sera l'un des facteurs en jeu, s'engagerait-il à nous donner des renseignements précis sur la nature du consensus lorsqu'il nous présentera le budget, ou continuera-t-il d'en garder le secret même lorsque tous les secrets budgétaires auront été dévoilés?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Je devrai traiter du consensus sous une forme ou une autre lors de l'exposé budgétaire, l'hon. représentant a raison de le supposer; mais j'espère pouvoir, par l'entremise de mon secrétaire parlementaire, déposer à la Chambre la déclaration ou le rapport sur l'état de la situation que je ferai au pays, aux premiers ministres provinciaux et fédéral au cours de la prochaine conférence.

LA TENEUR DU BUDGET ET LA LUTTE CONTRE L'INFLATION
ET LE CHÔMAGE—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. L'hon. représentant doit présenter un budget avant la fin de mai, et le nombre d'emplois désaisonnalisés a baissé de 19,000 depuis novembre. En fait, peu d'emplois ont été créés depuis août. En outre, le chômage...

Des voix: La question.

[M. Stanfield.]

M. Stevens: ... le chiffre désaisonnalisé du chômage a augmenté de 190,000 depuis le mois d'août. Le ministre nous dirait-il donc si son budget sera conçu pour stimuler l'économie et freiner cette tendance insatisfaisante du chômage, ou pour juguler l'inflation qui règne toujours?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): De toute évidence, le budget s'attaquera à ces deux problèmes. Le député d'Oshawa-Whitby fait preuve de perception désarmante.

Une voix: Inhabituelle!

M. Turner (Ottawa-Carleton): En réponse au préambule de la question du député de York-Simcoe, je dois dire qu'en mars l'augmentation annuelle de l'emploi au Canada s'élevait à 2.5 p. 100, tandis que pour la même période, le taux non pondéré d'augmentation de la population active a été de 4.9 p. 100, ce qui représente 450,000 personnes. Les chiffres du député sont donc bien éloignés des chiffres officiels.

LES MOTIFS DU RETARDEMENT DES DIRECTIVES POUR LE
RÈGLEMENT DES REVENDICATIONS SALARIALES

M. Sinclair Stevens (York Simcoe): Suite à ma première question, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre des Finances. A cause des arrêts de travail, on a perdu 64 p. 100 plus de temps en janvier de cette année qu'en janvier de l'année dernière, où le Canada avait connu l'une des pires périodes de grèves du monde industrialisé. Le ministre nous dirait-il alors pourquoi il songe sérieusement à établir les principes directeurs des règlements salariaux à venir après mai seulement, quand on pense qu'en 1975 presque les trois quarts de tous les syndiqués négocieront une nouvelle convention collective?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Je m'occuperai de cette déclaration au moment voulu.

M. Stevens: Une dernière question supplémentaire. Nous commençons certainement à être un peu fatigués de cette vieille rengaine, savoir que les déclarations seront faites au moment voulu.

Des voix: Oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député d'Oshawa-Whitby.

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE—L'OPPORTUNITÉ DE
MESURES FAVORISANT LA CRÉATION D'EMPLOIS

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): J'aimerais poser une autre question au ministre des Finances, qui est vraiment désarmant. Comme le taux de chômage actuel dépasse même le taux très élevé atteint entre 1969 et 1971, pendant l'application du programme déflationniste du gouvernement, le ministre nous dirait-il si, d'ici la date où il se propose de présenter son budget, le gouvernement compte prendre des mesures pour créer plus d'emplois?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, puisque le budget représente la solution du Parlement aux problèmes fiscaux et monétaires du pays, j'ose croire qu'elle sera annoncée le soir du budget.